

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

MINISTERE DE LA REGION WALLONNE

F. 2003 — 1585

[C — 2003/27264]

**27 MARS 2003. — Arrêté du Gouvernement wallon
organisant la gestion des réseaux de surveillance de la qualité de l'environnement confiés à l'ISSeP**

Le Gouvernement wallon,

Vu la loi spéciale de réformes institutionnelles du 8 août 1980 modifiée par les lois du 8 août 1988, du 12 janvier 1989, du 16 janvier 1989, du 16 juillet 1993 et du 13 juillet 2001 portant transfert de diverses compétences aux Régions et Communautés;

Vu le décret du 21 avril 1994 relatif à la planification en matière d'environnement dans le cadre du développement durable;

Vu le décret du 9 avril 1998 modifiant le décret du 7 juin 1990 portant création de l'ISSeP, notamment ses articles 3, alinéa 2, 1°, a) et 6, § 3;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 27 août 2001 portant règlement du fonctionnement du Gouvernement, modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 6 juin 2002;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 27 août 2001 fixant la répartition des compétences entre les Ministres membres du Gouvernement et réglant la signature des actes du Gouvernement wallon, modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 11 juillet 2002;

Vu les lois sur la comptabilité de l'Etat, coordonnées le 17 juillet 1991 et, notamment, les articles 49 et 55 à 58;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 24 octobre 1996, fixant les règles d'évaluation applicables à l'ISSeP, modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 18 janvier 2001;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 17 juillet 1997 relatif au contrôle administratif et budgétaire, modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 20 décembre 2001;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 10 décembre 1998 relatif au financement de l'ISSeP;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances;

Vu l'accord du Ministre du Budget;

Considérant qu'il est nécessaire que les données relatives à la qualité de l'environnement soient collectées et disponibles pour l'élaboration du rapport annuel sur l'état de l'environnement wallon;

Considérant que la gestion des réseaux de surveillance de la qualité de l'environnement doit être assurée sans discontinuité et doit s'adapter en permanence aux besoins de la Région quant à la couverture géographique à assurer, quant aux milieux à surveiller, quant aux paramètres à mesurer, quant aux accords de coopération, ainsi qu'aux exigences européennes;

Considérant que cette gestion doit s'adapter à l'évolution des technologies de mesure et s'appuyer sur un acquis scientifique dont l'ISSeP dispose depuis plusieurs années;

Considérant que le décret de création de l'ISSeP, tel que modifié en 1998, donne à l'Institut cette mission de service public, mission exercée pour le compte de la Région wallonne depuis 1993;

Considérant qu'il convient pour ce faire de coordonner la gestion de l'ensemble des réseaux de mesure plutôt que de les gérer séparément;

Après en avoir délibéré,

Arrête :

Article 1^{er}. Au sens du présent arrêté, on entend par :

- décret : le décret du 9 avril 1998 déjà cité;
- Comité d'accompagnement : le Comité d'accompagnement prévu à l'article 4, § 2, du décret;
- Ministre : Le Ministre du Gouvernement wallon qui a l'environnement dans ses compétences;
- Administration : la Direction générale des Ressources naturelles et de l'Environnement;
- rapport sur l'état de l'environnement : le rapport prévu au décret du 21 avril 1994 relatif à la planification en matière d'environnement dans le cadre du développement durable.

Art. 2. Afin d'assurer la surveillance de la qualité de l'environnement wallon, l'ISSeP est chargé d'exploiter des réseaux de mesure de la Région, à l'émission et à l'immission, dans les eaux, l'air, le sol et le sous-sol, tels qu'ils sont repris dans le plan d'action annuel prévu à l'article 3, à savoir :

1. réseaux de mesure de la qualité de l'air;
2. réseaux de mesure de la qualité des eaux de surface;
3. réseau de contrôle des centres d'enfouissement technique;
4. étude et caractérisation des émissions aux cheminées des installations d'incinération de déchets;
5. réseau de contrôle en continu des émissions de dioxines des incinérateurs de déchets ménagers.

Par exploitation d'un réseau, il faut entendre sa conception en vue de répondre aux exigences scientifiques, techniques et réglementaires, la maintenance de ses équipements, le prélèvement des échantillons, leur conditionnement et leur analyse, ainsi que le traitement et l'interprétation des données.

Les résultats sont fournis à l'Administration, sous la forme qu'impose notamment l'élaboration annuelle du rapport sur l'état de l'environnement.

Les méthodes de travail sont mises en œuvre sous la responsabilité de l'ISSeP qui en assure le développement, la mise au point et la validation analytique.

L'Institut veille à la qualité scientifique des travaux et il en organise la publication ou la valorisation des résultats pour ce qui concerne les aspects scientifiques.

Art. 3. La configuration des réseaux à gérer, les objectifs à atteindre, les tâches à accomplir et les moyens à mettre en œuvre sont plus amplement décrits dans un plan d'action annuel établi conformément aux dispositions de l'article 6.

Avant son intégration au présent arrêté (via un arrêté de modification) et donc avant son ajout au plan d'action annuel, tout nouveau réseau de surveillance peut faire l'objet d'une phase pilote, jusqu'au 1^{er} janvier suivant le premier exercice complet.

La mission est régulièrement évaluée conformément aux dispositions de l'article 7. Cette évaluation porte sur la fourniture des résultats attendus, selon les modalités souhaitées et dans les délais imposés. Elle porte également sur des critères scientifiques, techniques et économiques.

Art. 4. Le financement de la mission est prévu chaque année au budget général des dépenses de la Région, conformément aux règles de financement de l'ISSeP telles que prévues au niveau de l'arrêté du Gouvernement wallon du 10 décembre 1998.

Il fait l'objet d'un arrêté d'octroi par le Ministre au début de l'année en cours, auquel est joint le plan d'action annuel. Le montant de la subvention est mis en liquidation en quatre tranches trimestrielles égales, à payer au plus tard le vingtième jour du premier mois de chaque trimestre, conformément à l'article 6, § 3, du décret.

Conformément aux dispositions de l'arrêté de financement du 10 décembre 1998, l'ISSeP établit un compte analytique propre à la présente mission, basé sur la consolidation des comptes analytiques établis pour chacun des réseaux.

Pour ce qui concerne le réseau de contrôle en continu des émissions de dioxines des incinérateurs de déchets et en dérogation par rapport aux règles de l'arrêté du Gouvernement wallon du 10 décembre 1998 relatif au financement de l'Institut, les frais de personnel seront comptés à 100 %, la Région wallonne récupérant auprès des intercommunales concernées, la totalité des coûts réels des mesures sur base des justificatifs détaillés par l'ISSeP.

Art. 5. Il est constitué un Comité de suivi composé comme suit :

- trois membres représentant le Ministre, dont l'un assure la présidence;
- le directeur général de l'Administration et trois membres qu'il désigne;
- le directeur général de l'ISSeP et trois membres qu'il désigne, dont l'un assure le secrétariat;
- l'inspecteur des Finances accrédité auprès du Ministre;
- quatre experts belges ou étrangers, émanant de l'Université, de l'industrie ou de tout organe spécialisé et reconnu pour leur compétence dans les domaines d'activité utiles à la mission (chimie analytique, écotoxicité et métrologie environnementale dans l'eau, l'air et les sols).

Les experts, nommés pour un terme de cinq ans renouvelable, sont désignés par le Ministre qui définit, dans l'arrêté de désignation, les règles de défraiement dont les montants seront portés à charge de la subvention prévue à l'article 4, via un contrat entre chaque expert et l'ISSeP.

La participation au Comité est gratuite.

Art. 6. Le Comité est chargé de veiller à la bonne exécution de la mission. Il a pour rôle de :

- mettre en place un Comité technique par réseau et suivre les travaux desdits Comités techniques;
- préparer, avant le 30 juin de chaque année, les orientations stratégiques à soumettre à l'avis du Comité d'accompagnement;
- approuver, avant le 30 juin de l'année en cours, le plan d'action annuel avec les budgets prévisionnels correspondants (préparés par les Comités techniques ad hoc), comprenant les affectations de personnel et les investissements. A charge de l'Administration de les présenter au Ministre dans le cadre de la préparation des budgets;
- approuver au plus tard pour le 5 décembre le plan d'action annuel détaillé de chacun des réseaux concernés pour l'année suivante et approuver en cours d'année, toute adaptation répondant aux aléas rencontrés;
- approuver le calendrier des travaux préparé par les Comités techniques et toute révision majeure;
- approuver toute nouvelle ventilation budgétaire entre les différents réseaux;
- autoriser les sous-traitances dans le respect des règles relatives aux marchés publics lorsque celles-ci dépassent € 31.000;
- déterminer le contenu des rapports d'activité prévus au plan d'action et approuver ceux-ci;
- approuver le compte annuel de la mission, établi conformément à l'article 4 du présent arrêté, sur base des contrôles des pièces justificatives présentées par l'ISSeP par réseau aux services compétents de la Direction générale des Ressources naturelles et de l'Environnement.

Le Comité de suivi se réunit au moins quatre fois par an.

Le Comité fixe son règlement d'ordre intérieur et le soumet à l'approbation du Ministre.

Tous documents techniques, comptables ou autres relatifs à la mission sont portés à la connaissance du Comité de suivi, à sa demande.

Art. 7. Le Comité de suivi fixe, sur proposition des Comités techniques, les indicateurs objectifs destinés à évaluer la bonne exécution de la mission. Ceux-ci portent notamment sur le plan technique, le plan scientifique et, si possible, sur le plan économique.

Les rapports d'évaluation sont transmis aux membres du Comité d'accompagnement.

Art. 8. La Région est propriétaire des données élaborées dans le cours de la mission. L'Administration en assure la diffusion. L'ISSeP est autorisé à utiliser ces données pour ses besoins propres, dans le cadre de toute autre activité ou mission en veillant à ne pas publier des informations contradictoires par rapport à celles émises par l'Administration.

La propriété intellectuelle de toute méthode ou technique mise au point dans le cadre de la mission est propriété de l'ISSeP qui est chargé d'en assurer la valorisation.

L'ISSeP et l'Administration, chacun pour ce qui le concerne, s'engagent à prendre toutes les dispositions utiles, en vue de garantir la confidentialité des connaissances et du savoir-faire relatifs à l'exécution de la mission. Cette obligation incombe également au sous-traitant éventuel et à tous les membres du Comité de suivi et des Comités techniques.

Art. 9. La Région wallonne s'engage à obtenir de tiers les autorisations d'accès ou les aménagements techniques et toute information utiles ou nécessaires à l'exécution de la mission.

Art. 10. L'exécution de la présente mission ne peut en aucune façon entraîner la responsabilité de la Région.

L'ISSeP informe sans délai la Région et fournit toute précision utile sur tout événement susceptible de nuire à l'exécution de la mission.

Art. 11. Le présent arrêté entre en vigueur le 1^{er} janvier 2003.

Namur, le 27 mars 2003.

Le Ministre-Président,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Le Ministre de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et de l'Environnement,
M. FORET

ÜBERSETZUNG

MINISTERIUM DER WALLONISCHEN REGION

D. 2003 — 1585

[C — 2003/27264]

27. MÄRZ 2003 — Erlass der Wallonischen Regierung zur Organisation der Führung der dem «Institut scientifique de Service public» (wissenschaftliches Institut öffentlichen Dienstes) (ISSeP) anvertrauten Überwachungsnetze für die Umweltqualität

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Sondergesetzes vom 8. August 1980 über institutionelle Reformen, in der durch die Sondergesetze vom 8. August 1988, vom 12. Januar 1989, vom 16. Januar 1989, vom 16. Juli 1993 und vom 13. Juli 2001 zur Übertragung verschiedener Befugnissen an die Regionen und Gemeinschaften abgeänderten Fassung;

Aufgrund des Dekrets vom 21. April 1994 zur umweltspezifischen Planung im Rahmen einer nachhaltigen Entwicklung;

Aufgrund des Dekrets vom 9. April 1998 zur Abänderung des Dekrets vom 7. Juni 1990 über die Errichtung eines «Institut scientifique de Service public» (Wissenschaftliches Institut Öffentlichen Dienstes) (ISSeP) in der Wallonischen Region, insbesondere seiner Artikel 3, Absatz 2, 1^o, a) und 6, § 3;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 27. August 2001 zur Regelung der Arbeitsweise der Regierung, in seiner durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 6. Juni 2002 abgeänderten Fassung;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 27. August 2001 zur Festlegung der Verteilung der Zuständigkeiten unter die Minister und zur Regelung der Unterzeichnung der Regierungsurkunden, in seiner durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 11. Juli 2002 abgeänderten Fassung;

Aufgrund der am 17. Juli 1991 koordinierten Gesetze über die Staatsbuchführung, insbesondere der Artikel 49 und 55 bis 58;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 24. Oktober 1996 zur Festsetzung der auf das «Institut scientifique de Service public» (I.S.S.e.P.) (wissenschaftliches Institut öffentlichen Dienstes) anwendbaren Veranschlagungsregeln, in seiner durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 18. Januar 2001 abgeänderten Fassung;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 17. Juli 1997 bezüglich der Verwaltungs- und Haushaltskontrolle, in seiner durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 20. Dezember 2001 abgeänderten Fassung;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 10. Dezember 1998 bezüglich der Finanzierung des «Institut scientifique de Service public» (wissenschaftliches Institut öffentlichen Dienstes);

Aufgrund des Gutachtens der Finanzinspektion;

Aufgrund des Einverständnisses des Ministers des Haushalts;

In Erwägung der Notwendigkeit, die Daten über die Umweltqualität für die Ausarbeitung des jährlichen Berichts über den Zustand der Umwelt in der Wallonie zu sammeln und verfügbar zu machen;

In der Erwägung, dass die Führung der Überwachungsnetze für die Umweltqualität ununterbrochen gewährleistet und den Bedürfnissen der Region stets angepasst werden muss, was die zu überwachenden Lebensräume, die zu messenden Parameter, die Zusammenarbeitsabkommen und die Europäischen Anforderungen angeht;

In der Erwägung, dass diese Führung der Entwicklung der Messtechnologie angepasst werden muss, und auf den wissenschaftlichen Kenntnissen beruhen muss, über die das ISSeP sehr mehreren Jahren verfügt;

In der Erwägung, dass das 1998 abgeänderte Dekret zur Errichtung des ISSeP diesem Institut diese Aufgabe öffentlichen Dienstes anvertraut; dass diese Aufgabe seit 1993 für Rechnung der Wallonischen Region ausgeübt wird;

In der Erwägung, dass es zu diesem Zweck Anlass gibt, die Verwaltung der gesamten Messnetze zu koordinieren statt sie getrennt zu verwalten;

Nach Beratung,

Beschließt:

Artikel 1 - Im Sinne des vorliegenden Erlasses gelten folgende Definitionen:

- Dekret: das vorgenannte Dekret vom 9. April 1998;
- Begleitausschuss: der in Art. 4, § 2 des Dekrets vorgesehene Begleitausschuss;
- Minister: Der Minister der Wallonischen Regierung, zu dessen Zuständigkeitsbereich die Umwelt gehört;
- Verwaltung: die Generaldirektion der Naturschätze und der Umwelt;
- Bericht über den Zustand der Umwelt: der im Dekret vom 21. April 1994 zur umweltspezifischen Planung im Rahmen einer nachhaltigen Entwicklung vorgesehene Bericht.

Art. 2 - Zwecks der Überwachung der Qualität der Wallonischen Umwelt wird das ISSeP damit beauftragt, die Messnetze der Region im Wasser, in der Luft, im Boden und im Untergrund im Sinne des in Art. 3 erwähnten jährlichen Aktionsplans zu betreiben, sowohl was die Emissionen als auch die Immissionen angeht, nämlich:

1. Messnetze für die Luftqualität;
2. Messnetze für die Qualität des Oberflächenwassers;
3. Kontrollnetz für die technischen Vergrabungszentren;
4. Untersuchung und Merkmale der Emissionen an den Schornsteinen der Müllverbrennungsanlagen;
5. Netz für die ständige Kontrolle der Dioxinmissionen der Hausmüllverbrennungsanlagen.

Unter Betrieb eines Netzes versteht man dessen Entwicklung im Hinblick auf die Beachtung der wissenschaftlichen, technischen und verordnungsmäßigen Anforderungen, die Wartung der Anlagen, die Entnahme, Konditionierung und Untersuchung der Proben sowie die Verarbeitung und Auslegung der Daten.

Die Ergebnisse werden der Verwaltung mitgeteilt, insbesondere unter Beachtung der Form, die wegen der jährlichen Ausarbeitung des Berichts über den Zustand der Umwelt auferlegt wird.

Die Arbeitsmethoden werden unter der Verantwortung des ISSeP angewandt; das ISSeP sorgt für deren Entwicklung, Fertigstellung und analytische Validierung.

Das Institut achtet auf die wissenschaftliche Qualität der Arbeiten und sorgt für deren Veröffentlichung oder für die Verwertung der Ergebnisse, was die wissenschaftlichen Gesichtspunkte angeht.

Art. 3 - Die Konfiguration der zu verwaltenden Netze, die zu erreichenden Ziele, die zu erfüllenden Aufgaben und die einzusetzenden Mittel werden in einem gemäß den Bestimmungen von Art. 6 aufgestellten jährlichen Aktionsplan umfassend beschrieben.

Ehe ein neues Überwachungsnetz (mittels eines Abänderungserlasses) in den vorliegenden Erlass eingegliedert und also dem jährlichen Aktionsplan zugefügt wird, kann es bis zum 1. Januar nach dem ersten vollständigen Betriebsjahr Gegenstand einer Pilotphase sein.

Die Aufgabe wird unter Beachtung der Bestimmungen von Art. 7 regelmäßig bewertet. Diese Bewertung betrifft die Lieferung der erwarteten Ergebnisse nach den erwünschten Modalitäten und innerhalb der auferlegten Fristen. Sie bezieht sich ebenfalls auf die wissenschaftlichen, technischen und wirtschaftlichen Kriterien.

Art. 4 - Die Finanzierung der Aufgabe wird jedes Jahr im allgemeinen Ausgabenhaushaltsplan der Region vorgesehen, gemäß den Finanzierungsregeln des ISSeP, so wie sie im Erlass der Wallonischen Regierung vom 10. Dezember 1998 vorgesehen sind.

Sie ist am Anfang des laufenden Jahres Gegenstand eines Erlasses des Ministers zur Gewährung der entsprechenden Mittel; diesem Erlass wird der jährliche Aktionsplan beigelegt. Der Betrag des Zuschusses wird in vier gleichen dreimonatlichen Raten ausgezahlt; die Zahlung dieser Raten erfolgt nach Art. 6, § 3 des Dekrets spätestens am 20. Tag des ersten Monats jedes Quartals.

In Übereinstimmung mit den Bestimmungen des Finanzierungserlasses vom 10. Dezember 1998 erstellt das eine eigens für die vorliegende Aufgabe bestimmte analytische Abrechnung, die auf der Konsolidierung der analytischen Konten für jedes der Netze beruht.

Was das Netz für die ständige Kontrolle der Dioxinmissionen der Hausmüllverbrennungsanlagen angeht, werden die Personalkosten zu 100% gebucht, in Abweichung von den Regeln des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 10. Dezember 1998 bezüglich der Finanzierung des «Institut scientifique de Service public». Der Wallonischen Region werden die gesamten realen Kosten für die Maßnahmen aufgrund der von dem ISSeP detaillierten Belege von den betroffenen Interkommunalen zurückerstattet.

Art. 5 - Es wird ein aus folgenden Mitgliedern bestehender Überwachungsausschuss gebildet:

- drei Mitglieder, die den Minister vertreten, von denen eins den Vorsitz übernimmt;
- der Generaldirektor der Verwaltung und drei von ihm bezeichnete Mitglieder;
- der Generaldirektor des ISSeP und drei von ihm bezeichnete Mitglieder, von denen eins die Schriftführung übernimmt;
- der beim Minister akkreditierte Finanzinspektor;
- vier belgische oder ausländische Sachverständige, die zu den universitären oder industriellen Kreisen oder aber einer spezialisierten Einrichtung gehören, und deren Fachkundigkeit in Bereichen, die für die Aufgabe des ISSeP nützlich sind (analytische Chemie, Ökotoxizität, Messtechnik für Umwelt, Wasser, Luft und Boden) allgemein anerkannt ist.

Die für einen erneuerbaren Zeitraum von fünf Jahren ernannten Sachverständigen werden von dem Minister bezeichnet; in dem Ernennungserlass bestimmt der Minister die Regeln für die Unkostenvergütung, wobei die betreffenden Beträge aufgrund eines zwischen jedem Sachverständigen und dem ISSeP abgeschlossenen Vertrags den in Art. 4 vorgesehenen Zuschuss belasten.

Die Beteiligung am Ausschuss erfolgt unentgeltlich.

Art. 6 - Der Ausschuss wird mit der Überwachung der Durchführung der Aufgabe beauftragt. Seine Rolle besteht darin:

— einen technischen Ausschuss pro Netz einzusetzen und die Arbeiten dieser technischen Ausschüsse zu verfolgen;

— vor dem 30. Juni eines jeden Jahrs die strategischen Ausrichtungen vorzubereiten, die dem Gutachten des Begleitausschusses zu unterbreiten sind;

— vor dem 30. Juni des laufenden Jahres den jährlichen Aktionsplan mit den entsprechenden (von den betreffenden technischen Ausschüssen vorbereiteten) Haushaltsvoranschlägen vorzubereiten, einschließlich der Personalzuweisungen und Investitionen. Es obliegt der Verwaltung, diese Unterlagen dem Minister im Rahmen der Vorbereitung der Haushaltspläne vorzulegen;

— spätestens für den 5. Dezember den detaillierten jährlichen Aktionsplan jedes der betroffenen Netze für das folgende Jahr zu genehmigen, und im Laufe des Jahres jegliche Anpassung aufgrund der Vorfälle, die sich ereignet haben, zu genehmigen;

— die von den technischen Ausschüssen vorbereitete Arbeitsplanung und jegliche wichtige Änderung zu genehmigen;

— jegliche neue Verteilung der Haushaltsmittel zwischen den verschiedenen Netzen zu genehmigen;

— die Vergabe von Aufträgen an Zulieferanten unter Einhaltung der für öffentliche Aufträge geltenden Regeln zu genehmigen, wenn diese Aufträge einen Betrag von € 31.000 überschreiten;

— den Inhalt der im Aktionsplan vorgesehenen Tätigkeitsberichte festzulegen und diese Tätigkeitsberichte zu genehmigen;

— die gemäß Art. 4 des vorliegenden Erlasses erstellte Jahresrechnung der Aufgabe zu genehmigen, auf der Grundlage der Überprüfung der für jedes Netz von dem ISSeP bei den zuständigen Dienststellen der Generaldirektion der Naturschätze und der Umwelt hinterlegten Nachweise.

Der Überwachungsausschuss tritt mindestens viermal im Jahr zusammen.

Der Ausschuss bestimmt seine innere Dientsordnung, die er der Zustimmung des Ministers unterbreitet.

Alle technischen, buchhalterischen oder sonstigen Unterlagen in Bezug auf die Aufgabe werden dem Überwachungsausschuss auf dessen Antrag hin übermittelt.

Art. 7 - Auf Vorschlag der technischen Ausschüsse legt der Überwachungsausschuss die objektiven Indikatoren fest, die für die Bewertung der guten Durchführung der Aufgabe dienen. Diese betreffen insbesondere den technischen, wissenschaftlichen und möglicherweise wirtschaftlichen Gesichtspunkt.

Die Bewertungsberichte werden den Mitgliedern des Begleitausschusses übermittelt.

Art. 8 - Die Region ist Eigentümerin der im Laufe der Aufgabe ausgearbeiteten Daten. Die Verwaltung sorgt für deren Verbreitung. Das ISSeP ist befugt, diese Daten für ihren Eigenbedarf und im Rahmen jeglicher anderen Tätigkeit oder Aufgabe zu benutzen, wobei es darauf zu achten hat, dass keine Informationen veröffentlicht werden, die mit denen, die von der Verwaltung verbreitet werden, im Widerspruch stehen.

Das geistige Eigentum für jegliche Methode oder Technik, die im Rahmen der Aufgabe entwickelt wird, steht dem ISSeP zu, das mit deren Verwertung beauftragt wird.

Das ISSeP und die Verwaltung verpflichten sich in ihrem jeweiligen Zuständigkeitsbereich dazu, alle nützlichen Maßnahmen zu treffen, um die Vertraulichkeit der Kenntnisse und des Fachwissens in Bezug auf die Durchführung der Aufgabe zu sichern. Diese Verpflichtung obliegt ebenfalls den Subunternehmern und allen Mitgliedern des Überwachungsausschusses und der technischen Ausschüsse.

Art. 9 - Die Wallonische Region verpflichtet sich dazu, von Dritten die Zugangsgenehmigungen oder die technischen Anpassungen sowie jegliche für die Durchführung der Aufgabe nützliche oder erforderliche Information zu erhalten.

Art. 10 - Für die Durchführung der vorliegenden Aufgabe übernimmt die Region keine Haftung.

Das ISSeP informiert unverzüglich die Region über jegliches Ereignis, das die Durchführung der Aufgabe beeinträchtigen kann, und übermittelt alle in diesem Rahmen nützlichen Auskünfte.

Art. 11 - Der vorliegende Erlass tritt am 1. Januar 2003 in Kraft.

Namur, den 27. März 2003

Der Minister-Präsident,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Der Minister der Raumordnung, des Städtebaus und der Umwelt,
M. FORET

VERTALING

MINISTERIE VAN HET WAAELSE GEWEST

N. 2003 — 1585

[C — 2003/27264]

27 MAART 2003. — Besluit van de Waalse Regering tot organisatie van het beheer van de aan het « ISSeP » (Openbaar Wetenschappelijk Instituut in het Waalse Gewest) toevertrouwde bewakingsnetwerken voor milieukwaliteit

De Waalse Regering,

Gelet op de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, gewijzigd bij de wetten van 8 augustus 1988, van 12 januari 1989, van 16 januari 1989, van 16 juli 1993 en van 13 juli 2001 houdende overdracht van diverse bevoegdheden aan de Gewesten en Gemeenschappen;

Gelet op het decreet van 21 april 1994 betreffende de milieuplanning in het kader van de duurzame ontwikkeling;

Gelet op het decreet van 9 april 1998 tot wijziging van het decreet van 7 juni 1990 houdende oprichting van een « Institut scientifique de Service public (ISSeP) », inzonderheid op de artikelen 3, tweede lid, 1°, a) en 6, § 3;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 27 augustus 2001 tot regeling van de werking van de Regering, gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 6 juni 2002;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 27 augustus 2001 tot vaststelling van de verdeling van de ministeriële bevoegdheden en tot regeling van de ondertekening van haar akten, gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 11 juli 2002;

Gelet op de wetten op de Rijkscomptabiliteit, gecoördineerd op 17 juli 1991, inzonderheid op de artikelen 49 en 55 tot 58;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 24 oktober 1996 tot vaststelling van de schattingsregels toepasselijk op het « Institut scientifique de Service public », gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 18 januari 2001;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 17 juli 1997 betreffende de administratieve en begrotingscontrole, gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 20 december 2001;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 10 december 1998 betreffende de financiering van het « Institut scientifique de Service public »;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën;

Gelet op het akkoord van de Minister van Begroting;

Overwegende dat de gegevens betreffende de milieukwaliteit moeten verzameld worden en beschikbaar zijn voor het opmaken van een jaarlijks verslag over de staat van het Waalse milieu;

Overwegende dat het beheer van de bewakingsnetwerken voor milieukwaliteit continu moet verlopen en voortdurend afgestemd moet zijn op de behoeften van het Gewest wat betreft de te verzekeren geografische dekking, de te bewaken milieus, de te meten parameters, de samenwerkingsakkoorden alsook de Europese vereisten;

Overwegende dat dit beheer afgestemd moet zijn op de ontwikkeling van de meettechnologieën en moet steunen op de wetenschappelijke kennis waarover het « ISSeP » al jaren beschikt;

Overwegende dat het decreet tot oprichting van het « ISSeP », zoals gewijzigd in 1998, die opdracht van openbare dienst toevertrouwt aan het Instituut; dat die opdracht sinds 1993 voor rekening van het Waalse Gewest wordt uitgeoefend;

Overwegende dat de verschillende meetnetwerken niet afzonderlijk maar samen moeten worden beheerd;

Na beraadslaging,

Besluit :

Artikel 1. In de zin van dit besluit wordt verstaan onder :

- decreet : het bovenbedoelde decreet van 9 april 1998;
- Begeleidingscomité : het in artikel 4, § 2, van het decreet bedoelde Begeleidingscomité;
- Minister : de Minister van de Waalse Regering bevoegd voor Leefmilieu;
- Bestuur : het Directoraat-generaal Natuurlijke hulpbronnen en Leefmilieu;
- verslag over de staat van het milieu : het verslag bedoeld in het decreet van 21 april 1994 betreffende de milieuplanning in het kader van de duurzame ontwikkeling.

Art. 2. Om de bewaking van de kwaliteit van het Waalse milieu te verzekeren, is het « ISSeP » belast met de exploitatie van meetnetwerken in het Gewest, bij de emissie en bij de immissie, in het water, de lucht, de grond en de ondergrond, zoals ze staan vermeld in het in artikel 3 bedoelde meerjarenactieplan, namelijk :

1. meetnetwerken voor luchtkwaliteit;
2. meetnetwerken voor oppervlaktewaterkwaliteit;
3. controlenetwerk voor centra voor technische ingraving;
4. studie en karakterisering van emissies uit schoorstenen van afvalverbrandingsinstallaties;
5. continu werkend controlenetwerk voor dioxine-emissies uit huisvuilverbrandingsovens.

Onder exploitatie van een netwerk verstaat men het ontwerpen daarvan om in te spelen op de wetenschappelijke, technische en reglementaire vereisten, het onderhoud van de uitrustingen, het nemen van monsters, hun verpakking en analyse, alsook de verwerking en interpretatie van gegevens.

De resultaten worden bezorgd aan het bestuur in de vorm die o.a. het opmaken van het jaarlijkse verslag over de staat van het milieu vereist.

De werkmethode wordt uitgevoerd onder de verantwoordelijkheid van het « ISSeP », dat zorgt voor de ontwikkeling, de uitwerking en de analytische validering daarvan.

Het Instituut zorgt voor de wetenschappelijke kwaliteit van de werken en organiseert de publicatie of valorisatie van de resultaten wat betreft de wetenschappelijke aspecten.

Art. 3. De configuratie van de te beheren netwerken, de te bereiken doelstellingen, de te vervullen taken en de te gebruiken middelen worden nader beschreven in een meerjarenactieplan dat opgemaakt wordt overeenkomstig de bepalingen van artikel 6.

Vóór zijn integratie in dit besluit (via een wijzigingsbesluit) en dus vóór zijn invoeging in het meerjarenactieplan, kan elk bewakingsnetwerk het voorwerp zijn van een proeffase tot 1 januari na het eerste volledige boekjaar.

De opdracht wordt regelmatig geëvalueerd overeenkomstig de bepalingen van artikel 7. Die evaluatie betreft het bereiken van de verwachte resultaten volgens de gewenste modaliteiten en binnen de gestelde termijnen. Die betreft ook de wetenschappelijke, technische en economische criteria.

Art. 4. De algemene uitgavenbegroting van het Gewest voorziet elk jaar in de financiering van de opdracht, overeenkomstig de regels voor de financiering van het « ISSeP », zoals bedoeld in het besluit van de Waalse Regering van 10 december 1998.

In het begin van het lopende jaar maakt de financiering het voorwerp uit van een toekenningsbesluit van de Minister, waaraan het meerjarenactieplan wordt toegevoegd. Het bedrag van de toelage wordt vereffend in vier gelijke driemaandelijke gedeelten, die uiterlijk de twintigste dag van de eerste maand van elk trimester moeten worden betaald, overeenkomstig artikel 6, § 3, van het decreet.

Overeenkomstig de bepalingen van het financieringsbesluit van 10 december 1998, wordt door de ISSEP een analytische rekening opgemaakt, die eigen is aan deze opdracht en die gegrond is op de consolidatie van de voor elk netwerk opgemaakte analytische rekeningen.

Wat betreft het continu werkende controlenetwerk voor dioxine-emissies uit huisvuilverbrandingsovens en in afwijking van het besluit van de Waalse Regering van 10 december 1998 betreffende de financiering van het Instituut, worden de personeelskosten op 100 % berekend; het geheel van de werkelijke kosten van de metingen wordt door het Gewest teruggevorderd op grond van de gedetailleerde bewijsstukken van het « ISSeP ».

Art. 5. Een opvolgingscomité, dat samengesteld is als volgt, wordt opgericht :

- drie leden die de Minister vertegenwoordigen, onder wie één het voorzitterschap waarneemt;
- de directeur-generaal van het Bestuur en drie leden die hij aanwijst;
- de directeur-generaal van het « ISSeP » en drie leden die hij aanwijst, onder wie één het secretariaat waarneemt;
- de bij de Minister geaccrediteerde Inspecteur van Financiën;
- vier Belgische of buitenlandse deskundigen, die afkomstig zijn van de universiteit, de industrie of elk gespecialiseerd orgaan en die erkend zijn wegens hun bevoegdheid op activiteitsgebieden die noodzakelijk zijn voor de opdracht (analytische chemie, ecotoxiciteit en milieumetrologie in water, lucht en gronden).

De deskundigen, die worden benoemd voor een verlengbare termijn van vijf jaar, worden aangewezen door de Minister die, in het aanwijzingsbesluit, de regels bepaalt voor de terugbetalingen, waarvan de bedragen voor rekening zullen zijn van de in artikel 4 bedoelde toelage, d.m.v. een contract tussen elke deskundige en het « ISSeP ».

Het lidmaatschap van het Comité is gratis.

Art. 6. Het Comité zorgt voor de goede uitvoering van de opdracht, met name :

- de oprichting van een Netwerk Technische Comités en de opvolging van de werken van die Comités;
- de voorbereiding, vóór 30 juni van elk jaar, van de strategische oriëntaties die het advies van het Begeleidingscomité behoeven;
- de goedkeuring, vóór 30 juni van het lopende jaar, van het meerjarenactieplan met de overeenstemmende begrotingsramingen (voorbereid door de ad hoc Technische Comités), die de personeelsbezetting en de investeringen bevatten. Het bestuur moet die voorleggen aan de Minister in het kader van de voorbereiding van de begrotingen.
- de goedkeuring, uiterlijk 5 december, van het gedetailleerde jaarlijkse meerjarenactieplan van elk betrokken netwerk voor het volgende jaar en de goedkeuring, in de loop van het jaar, van elke aanpassing aan de ervaren problemen;
- de goedkeuring van de door de Technische Comités voorbereide werkkalender en van elke belangrijke herziening;
- de goedkeuring van elke nieuwe budgettaire verdeling tussen de verschillende netwerken;
- de goedkeuring van onderaannemingen met inachtneming van de regels betreffende de overheidsopdrachten als die hoger zijn dan € 31.000;
- de vaststelling van de inhoud van de in het actieplan bedoelde activiteitenverslagen en de goedkeuring daarvan;
- de goedkeuring van de jaarrekening van de opdracht, opgemaakt overeenkomstig artikel 4 van dit decreet, op grond van de controles van de bewijsstukken die door het « ISSeP » per netwerk voorgelegd zijn aan de bevoegde diensten van het Directoraat-generaal Natuurlijke hulpbronnen en Leefmilieu.

Het Opvolgingscomité vergadert ten minste vier keer per jaar.

Het Comité stelt zijn huishoudelijke reglement vast en onderwerpt het aan de goedkeuring van de Minister.

Alle technische, boekhoudkundige of andere stukken moeten ter kennis worden gebracht van het Opvolgingscomité op zijn aanvraag.

Art. 7. Het Opgvolgingscomité stelt, op voorstel van de Technische Comités, de objectieve indicatoren vast die bestemd zijn om de goede uitvoering van de opdracht te evalueren. Het gaat o.a. om technische, wetenschappelijke en, voorzover mogelijk, economische indicatoren.

De evaluatieverslagen worden bezorgd aan de leden van het Begeleidingscomité.

Art. 8. Het Gewest is de eigenaar van de in de loop van de opdracht verzamelde gegevens. Het Bestuur zorgt voor de verspreiding daarvan. Het « ISSeP » wordt ertoe gemachtigd om die gegevens te gebruiken voor zijn eigen behoeften, in het kader van elke andere activiteit of opdracht, zonder informatie bekend te maken die tegenstrijdig zou zijn met degene die verstrekt worden door het Bestuur.

Elke methode of techniek die in het kader van de opdracht wordt uitgewerkt, is de intellectuele eigendom van het « ISSeP », dat belast is met de valorisatie daarvan.

Het « ISSeP » en het Bestuur verbinden zich, ieder wat het betreft, ertoe om alle nodige maatregelen te treffen, teneinde de vertrouwelijkheid van de informatie en de knowhow betreffende de uitvoering van de opdracht te verzekeren. Die verplichting rust ook op de eventuele onderaannemer alsook op alle leden van het Opgvolgingscomité en van de Technische Comités.

Art. 9. Het Waalse Gewest verbindt zich ertoe om bij derden de toegangsvergunningen of de technische inrichtingen te krijgen alsook elke informatie die nuttig of noodzakelijk is voor de uitvoering van de opdracht.

Art. 10. De uitvoering van die opdracht mag in geen geval het Gewest verbinden.

Het « ISSeP » informeert onverwijld het Gewest en bezorgt alle nuttige bijzonderheden over elke gebeurtenis die de uitvoering van de opdracht zou kunnen benadelen.

Art. 11. Dit besluit treedt in werking op 1 januari 2003.

Namen, 27 maart 2003.

De Minister-President,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

De Minister van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw en Leefmilieu,
M. FORET

REGION DE BRUXELLES-CAPITALE — BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST

MINISTERE DE LA REGION DE BRUXELLES-CAPITALE

F. 2003 — 1586

[2003/31174]

29 MARS 2001. — Ordonnance visant à améliorer le statut pécuniaire et social des mandataires des centres publics d'aide sociale et limitant le cumul du mandat de président d'un conseil de l'aide sociale avec d'autres fonctions (1)

L'Assemblée réunie a adopté et Nous, Collège réuni, sanctionnons ce qui suit :

Article 1^{er}. La présente ordonnance règle une matière visée à l'article 135 de la Constitution.

Art. 2. § 1^{er}. Les dispositions contenues à l'article 38 de la loi du 8 juillet 1976 organique des centres publics d'aide sociale, forment l'article 38, § 1^{er}.

§ 2. L'article 38, alinéa 1^{er}, de la même loi, qui devient l'article 38, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, est remplacé par l'alinéa suivant :

« Article 38, § 1^{er}. Le traitement, le pécule de vacances, la prime de fin d'année et le régime de sécurité sociale du président sont identiques à ceux des échevins de la commune siège du centre public. Le Collège réuni de la Commission communautaire commune peut arrêter les modalités d'application de la présente disposition, tenant compte, notamment, de l'application du § 2 ».

§ 3. L'article 38, alinéa 2, de la même loi, qui devient l'article 38, § 1^{er}, alinéa 2, est remplacé par l'alinéa suivant :

« Dans les limites et selon les conditions et modalités d'octroi déterminées par le Collège réuni de la Commission communautaire commune, le conseil de l'aide sociale accorde des jetons de présence à ses membres ».

MINISTERIE VAN HET BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST

N. 2003 — 1586

[2003/31174]

29 MAART 2001. — Ordonnantie tot verbetering van de bezoldigingsregeling en van het sociaal statuut van de mandatarissen van de openbare centra voor maatschappelijk welzijn en tot beperking van de cumulatie van het mandaat van voorzitter van een raad voor maatschappelijk welzijn met andere ambten (1)

De Verenigde Vergadering heeft aangenomen en Wij Verenigd College, bekrachtigen hetgeen volgt :

Artikel 1. Deze ordonnantie regelt een aangelegenheid bedoeld in artikel 135 van de Grondwet.

Art. 2. § 1. De bepalingen vervat in artikel 38 van de wet van 8 juli 1976 betreffende de openbare centra voor maatschappelijk welzijn vormen artikel 38, § 1.

§ 2. Artikel 38, eerste lid, van dezelfde wet, dat artikel 38, § 1, eerste lid, wordt, wordt vervangen door het volgende lid :

« Artikel 38, § 1. De wedde, het vakantiegeld, de eindejaarspremie en het stelsel van sociale zekerheid van de voorzitter zijn dezelfde als die van de schepenen van de gemeente waar de zetel van het openbaar centrum gevestigd is. Het Verenigd College van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie kan de nadere regels voor de toepassing van deze bepaling vaststellen, rekening houdend met inzonderheid de toepassing van § 2 ».

§ 3. Artikel 38, tweede lid, van dezelfde wet, dat artikel 38, § 1, tweede lid, wordt, wordt vervangen door het volgende lid :

« Binnen de perken en volgens de toekenningvoorwaarden en de wijze van toekenning bepaald door het Verenigd College van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie kent de raad voor maatschappelijk welzijn presentiegeld toe aan zijn leden ».